



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Réf. : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\TRI NATURE
FRANCE_Blaringhem_038.02188\3_Affaires\modif 2021\à signer\
TRINATURE_BLARINGHEM_RAP modif_0003802188.odt

Unité Départementale du Littoral
Rue du pont de pierre
CS60036
59820 GRAVELINES

Équipe G2

Affaire suivie par : Catherine FORTIN
catherine.fortin@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03 28 23 81 69 - Fax : 03 28 65 59 45

Objet : Autorisation Environnementale en matière d'installations classées pour la protection
de l'environnement

SAS TRINATURE

Demande de modification de l'organisation des locaux de production d'une
usine de surgélation sur la commune de Blaringhem

N° GUN : 0003802188

Références réglementaires :

- Article R 181-46 du Code de l'Environnement
- Date de l'accusé de réception du dossier au Bureau de l'Environnement : 22 juillet 2022
- date du bordereau de transmission : 8 août 2022

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Sommaire du rapport :

<ol style="list-style-type: none">1. Renseignements généraux2. Impacts et risques principaux générés par le projet3. Conclusion et proposition de l'inspection4. Suites administratives	<p><u>Annexe</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
--	--

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)



Par transmission citée en référence, les services préfectoraux nous ont adressé, pour avis et propositions, le dossier déposé le 22 juillet 2022 par la société SAS TRINATURE FRANCE, à l'appui de sa demande de modification de son autorisation environnementale relative à la création d'une usine de surgélation de légumes, sur le territoire de la commune de Blaringhem.

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Identification du demandeur

Raison sociale :	TRINATURE FRANCE
Forme juridique :	Société par Actions Simplifiées
Adresse du siège social :	162 rue de la gare 59470 Esquelbecq
Adresse du site d'exploitation :	rue de Wardrecques 59173 Blaringhem
N° SIRET :	853 808 020 000 12
Effectif projeté :	59 en pleine saison
Signataire de la demande :	HOFLACK Bart -Directeur d'Agrifreez
Interlocuteur du dossier :	HUYARD Frédéric -Responsable de projet

1.2 Activités du demandeur :

La société TRINATURE FRANCE est spécialisée dans la surgélation de légumes, Elle est autorisée à exploiter son usine de transformation et surgélation de légumes par arrêté préfectoral du 29 septembre 2020.

Le site relève de la directive IED, pour la rubrique 3642-2a « traitement et transformation de matières premières végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires> 300 t/j de produits finis.

1.3 Objet de la demande et situation administrative

La société TRINATURE FRANCE a déposé un dossier de demande de modification de son installation. Le projet consiste à informer l'administration de la modification de l'organisation des locaux de production. Les adaptations apportées lors de la construction des installations concernent l'organisation géographique de la production, du conditionnement et de la station d'épuration . Les modifications d'organisation ont été réalisées afin d'assurer :

- la réception des légumes sous une zone abritée des intempéries et protéger les équipements prévus de toute dégradation que pourrait subir du matériel en extérieur,
- la mise en œuvre de process optimisés pour la transformation des légumes.

Le tableau de classement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne sera pas modifié. Il s'agit d'une modification organisationnelle.



1.4 Site d'implantation

Le site est situé rue de Wardrecques, sur la commune de Blaringhem (59).

1.5 Présentation des modifications

1.5.1 *Objet*

Une réflexion d'optimisation des process en termes de flux, cadence, organisation au sol a été menée après l'obtention de l'autorisation d'exploiter. La rencontre de différents équipementiers pour la fourniture des équipements de transformation a permis d'orienter les choix vers une technologie de process gravitaire, plutôt qu'une technologie 100 % linéaire au sol telle qu'envisagée initialement. Les lignes de transformation retenues sont ainsi légèrement différentes de celles initialement envisagées, et nécessitent une place plus importante tant en longueur qu'en hauteur. En particulier, l'ensemble de trémies de réception et de tapis convoyeurs se retrouvent en extérieur du bâtiment initialement prévu.

Or, la réception de certains légumes, en particulier des épinards et petits pois, nécessite la mise en place d'équipements spécifiques adaptés à la fragilité des produits (trémies, tapis convoyeurs, tambours rotatifs, etc.). ces équipements nécessitent une emprise au sol conséquente non réductible.

Ces choix ont ainsi mis en évidence un besoin de réorganisation de l'espace dans l'atelier production afin de gagner la surface nécessaire, notamment en modifiant l'emplacement des locaux techniques prévus.

La mise à l'abri des intempéries des légumes et des équipements de réception les moins sensibles (trémies de réception, tapis convoyeurs, tambours), permettant d'assurer la conservation de la qualité des légumes par tout temps et de limiter le vieillissement des équipements, ne nécessitant pas une intégration dans un bâtiment fermé, il a été choisi de les protéger sous un auvent afin de limiter l'investissement au strict besoin du process.

Enfin, l'emprise des évaporateurs NH₃ dans les chambres froides a été optimisée et a permis de libérer de l'espace de stockage en hauteur sans pénaliser la bonne circulation du froid. Le volume de produits stockés est donc revu à la hausse.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

1.5.2 Descriptions des modifications

Plan initial dans le dossier AENV :



Figure 9 : Localisation des ICPE initiale

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)



Plan après modifications :



Figure 10 : Localisation des ICPE après modifications

Les principales adaptations sont concentrées sur le bâtiment production. Du fait de l'impact financier de celles-ci, la réalisation de l'atelier conditionnement et du magasin emballages associé a été reportée dans le souci d'une maîtrise budgétaire pour le démarrage de l'usine. Leur réalisation est toujours prévue du fait des besoins à terme, mais dans une temporalité légèrement différente.

Pour le bâtiment production, l'agrandissement du hall mélange, l'ajout de mezzanines et du auvent de réception augmentent la surface de référence à considérer. Les surfaces à prendre en compte sont les suivantes :

- 5406 m² production 1
- 441 m² de mezzanines,
- 840 m² de auvent,



- 5140 m² production 2 (inchangé)
- total : 11827 m²

Le premier calcul tenant en compte ces modifications a abouti à un besoin en eau de 780 m³/h. Cette valeur excédant le maximum techniquement utilisable par le SDIS, il a été nécessaire de réduire la surface de référence de la production en prévoyant une paroi REI 120 entre la production 1 et la production 2. Les besoins pour chaque surface de production ainsi créée sont ramenés à 450 m³/h pour la production 1 et 330 m³/h pour la production 2.

Le même exercice de calcul a été réalisé pour le local mélange conditionnement, avec les hypothèses suivantes :

- surface de référence réduite à 2185 m² dont 640 m² de mezzanine béton,
- ajout d'une paroi en panneaux sandwich Bs1d0 en façade mezzanine,
- local séparé du reste de la production, des locaux techniques et de la chambre froide CF1 par des parois REI120.

Le besoin en eau a été établi à 150 m³/h pour ce local.

2 Impacts et risques principaux générés par le projet

2.1 Analyse de l'étude d'impact

2.1.1 Eau

- Alimentation et consommation :

Aucune modification des consommations d'eau potable ou des rejets ne sera liée aux modifications.

- Eaux pluviales

Les ouvrages de gestion actuels des eaux pluviales de toitures et de voiries sont suffisamment dimensionnés pour gérer la réorganisation des surfaces de collecte d'une pluie majorante.

Le bassin de tamponnement des eaux pluviales de voirie a été déplacé vers la station d'épuration avec un volume optimisé et complété par trois noues de tamponnement le long des voiries. Son volume passe de 1 177 m³ à 771 m³.

- Eaux d'extinction d'incendie :

L'ajout d'une paroi REI 120 entre la production 1 et la production 2 permet de conserver le besoin en eau d'extinction incendie à une valeur inférieure au besoin initial de 600 m³/h ayant servi à dimensionner la défense incendie du site. L'approvisionnement de la défense incendie du site n'est ainsi pas remis en cause.



2.1.2 Air

Le projet ne modifie pas les sources d'émission atmosphérique

2.2 Analyse de l'étude de dangers

2.2.1 *Optimisation des stockages en chambres froides*

Concernant les chambres froides CF1 et CF2 dédiées aux légumes transformés mais non conditionnés, l'optimisation du volume de stockage consiste à porter la hauteur de stockage de 8,50 m à 10 m sans modification du bâtiment. Les flux thermiques intégrant cette nouvelle hauteur de stockage ont été recalculés sous FLUMILOG. Par rapport à la modélisation initiale, on constate l'apparition d'un flux thermique de 3 kW/m² sur moins de 5m en façade Nord et Sud des cellules. Ces flux n'impactent pas les aires de mise en station des moyens aériens ni la voie engins et ne sortent pas du site. Les flux sur les façades latérales restent inchangés.

Concernant la chambre froide CF3 dédiée aux produits finis conditionnés, la même modification de hauteur de stockage est réalisée, avec prise en compte d'une taille de palette produits finis conditionnés rectifiée.

On constate :

- une réduction de 3 à 5 m de l'ensemble des flux thermiques,
- la disparition des flux de 8 kW/m² en façades Nord, Ouest et Sud de la cellule,
- la disparition du flux de plus de 15 kW/m² en façade Est ;

Le flux de 5 kW/m² ne sort pas du site.

Les adaptations du projet ne modifient pas de façon notable la situation pour les chambres froides CF1 et CF2 et améliorent la situation pour CF3.

Les flux thermiques actualisés n'impactent pas la configuration initiale des aires de mise en station des moyens aériens ni les aires de stationnement des engins près des point d'Eau Incendie.

L'évolution du projet ne génère donc pas de modification pour la sécurité des tiers à l'extérieur du site ni d'effet domino sur les installations du site.

Les adaptations des installations mettant en œuvre de l'ammoniac ne présentent aucun impact notable sur l'étude de dangers du site et ne modifient pas les accidents majeurs initialement recensés.

2.3 Impact sur la défense incendie

Les adaptations du projet ayant été présentées au SDIS, les évolutions suivantes ont été actées :

- non réalisation des deux aires de mise en station des moyens aériens liées aux bâtiments conditionnement et magasin emballages tant qu'ils ne sont pas construits,
- suppression des deux aires de pompage supplémentaires associées au bassin des eaux pluviales de toiture suite à la baisse du besoin en eau d'extinction de 600 m³/h à 450 m³/h



- déplacement des trois aires de pompage au canal au plus près du canal avec aménagement d'un pont au-dessus du contre-fossé et de la topographie du talus pour y accéder.

2.4 Impact sur la situation administrative

Le projet ne modifie pas la situation administrative du site vis-à-vis des installations classées qui resteront identiques à celles établies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2020. Les rubriques IOTA sont également inchangées.

Concernant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2020 :

- article 7.2.1 : à ajouter :
 - le mur REI 120 entre la production 1 et la production 2.
- articles 4.4.1 et 4.4.5 : pour modifier le volume du bassin des eaux pluviales de voirie à 771 m³ au lieu de 1177 m³;
- article 1.2.3. : pour mettre à jour la liste des installations autorisées.

3 Conclusion et proposition de l'inspection

La société TRINATURE FRANCE a déposé le 22 juillet 2022 un porter-à-connaissance présentant les adaptations ayant été réalisées en phase travaux du projet TRINATURE à Blaringhem par rapport à la configuration présentée dans la demande d'autorisation initiale .

Cette modification n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique au titre de rubrique 1 du tableau annexé à l'article R.122-2.

Cette modification n'est pas considérée comme substantielle au regard des dangers ou inconvénients induits par la modification (cas 2° et 3° du R.181-46).

La prise d'un arrêté préfectoral complémentaire est nécessaire afin d'intégrer les points suivants :

- mur coupe-feu entre les ateliers de production,
- le nouveau volume du bassin des eaux pluviales de voiries.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

4 Suites administratives

En application de l'article R 181-46 du Code de l'Environnement, nous proposons au CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe qui acte la demande de modification présentée par TRINATURE FRANCE pour les modifications suite à la construction du site de Blaringhem.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Rédacteur

Catherine FORTIN
(Inspectrice de l'Environnement)

Valideur

Amélie KICHENARADJOU
(Inspectrice de l'environnement)

Approbateur

Le chef de l'unité départementale du littoral,

Arnaud DEPUYDT

Date : 17/10/2022

Annexe 1

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2020 accordant à la société TRINATURE FRANCE l'autorisation environnementale unique sur le projet d'une installations de production et de stockage d'une usine de surgélation de légumes sur la commune de Blaringhem ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par la société TRINATURE FRANCE à la préfecture du Nord en date du 08 août 2022 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du XXXXXX, qui propose de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2022 susvisés,

Vu l'avis émis par le CODERST lors de sa séance du XXXXXX ;

Considérant que cette demande de modification :

1. n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique au titre de rubrique 1 du tableau annexé à l'article R.122-2 ;
2. n'est pas considérée comme substantielle au regard des dangers ou inconvénients induits par la modification (cas 2° et 3° du R.181-46)

Considérant que l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2022 doit être actualisé pour y modifier le volume du bassin des eaux pluviales de voiries , la liste des installations autorisées et acter la présence d'un mur coupe-feu REI120 entre les deux productions ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 :

La **Société** TRINATURE FRANCE, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé 162 rue de la gare à ESQUELBECQ 59470, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BLARINGHEM, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 :

L'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2022 est modifié comme suit :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et des installations ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau, ainsi que leurs installations connexes, est organisé de la façon suivante :

- Un atelier de mélange (1 580 m²)
- Un ensemble de locaux de production (11 370 m²)

- 3 chambres froides et quais (14 000 m²)
- Un atelier de conditionnement (7 054 m²) (pour mémoire, non encore construit pour le moment)
- Un local de stockage des consommables (1 526 m²) (pour mémoire, non encore construit pour le moment)
- Les locaux techniques comprenant les installations frigorifiques fonctionnant à l'ammoniac, les installations électriques, le local de charge, la chaufferie, le local maintenance, le local technique de la step (1 590 m²)
- Les voiries et parkings imperméabilisés (20 280 m²) et la dalle béton accueillant la step (4 530 m²)
- Les locaux administratifs et sociaux (220 m²) (pour mémoire, ces locaux sont intégrés dans le bâtiment production sur deux étages et remplacent le bâtiment de 447 m² non construit)
- Des espaces verts (27 320 m²)
- Un bassin de récupération des eaux de lavage process, un bassin de récupération des eaux pluviales de toiture, des noues de tamponnement des eaux pluviales de voirie et un bassin pour leur infiltration, un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie (environ 3 200 m²)

L'établissement produit 500 t/jour de produits finis.

La production fonctionne 280 jours par an, 7j/7 et 24h/24. »

Article 3 :

Le volume indiqué de 1177 m³ à l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2022 pour le bassin des eaux pluviales de voiries est remplacé par un volume de 771 m³.

Article 4 :

Le tableau du point de rejet n°4 de l'article 4.4.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2022 est modifié comme suit :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°4
Nature des effluents	Eaux pluviales de voirie
Débit de fuite maximal (L/s/ha)	2
Exutoire de rejet	Milieu naturel
Milieu naturel récepteur	Contre-fossé parallèle au canal de Neufossé
Condition de raccordement	Validation du SYMSAGEL
Volume des bassins de tamponnement	771 m ³

Article 5 :

L'article 7.2.1. est complété par la phrase suivante :

« Les bâtiments de production 1 et 2 sont séparés par un mur coupe-feu REI 120 ».